

Marie-Martine Schyns

# «On n'a jamais dit qu'on interdirait le redoublement»

**INTERVIEW**  
NATHALIE BAMPIS

**C**ela fait deux mois que Marie-Martine Schyns (cdH) a repris la casquette de ministre de l'Enseignement obligatoire, suite à la démission de Joëlle Milquet. La Verviétoise est en terrain connu. Dans une autre vie, elle a été prof (de français). Et c'est la seconde fois qu'elle assume «l'intérim» au portefeuille de l'Enseignement. Cette année, c'est elle qui va devoir assurer le bon atterrissage du Pacte d'excellence. Le défi est énorme: il s'agit de réformer l'enseignement francophone pour relever son niveau, avec des moyens budgétaires proches du zéro absolu...

Les décisions politiques se prendront à l'automne. En attendant, il y a d'autres urgences à gérer, comme la bonne tenue des épreuves externes du CEB et CE1D. Ces fameux examens dont les fuites ont fait la Une l'an dernier. Aujourd'hui, Marie-Martine Schyns croise les doigts...

**Les épreuves du CEB et du CE1D ont démarré jeudi. Les fuites, c'est oublié?**

Le risque zéro n'existe pas, je n'oserai donc pas dire que c'est fini définitivement. J'ai rencontré des collègues français et luxembourgeois qui disent qu'ils ont aussi vécu des fuites dans leurs épreuves, raison pour laquelle ils prévoient systématiquement des épreuves bis.

**Les épreuves sont plus sécurisées...**

Oui, on s'est inspiré de ces modèles étrangers pour sécuriser tout le processus: le temps de rédaction des questionnaires a été réduit, on a interdit l'usage de la Dropbox, on a sécurisé l'impression via des clauses très strictes dans le cahier des charges, on a fait une double mise sous scellés, les questionnaires sont stockés dans des lieux sécurisés, et les directeurs ne peuvent plus venir qu'au dernier moment les chercher pour limiter le temps durant lequel ils sont entreposés dans les écoles. Et si, malgré tout, il devait y avoir une fuite, il existe cette épreuve bis disponible sur une plateforme informatique sécurisée.

**Chaque année, l'épreuve du CEB est descendue en flèche, jugée «trop facile». On nivelle par le bas?**

Les épreuves sont faites par des enseignants, des conseillers pédagogiques et des inspecteurs. D'année en année, j'entends qu'on va dans un sens (trop facile) ou dans l'autre (trop dur). Ce ne sont que des impressions. Je rappelle qu'on parle de compétences «de base» à avoir pour aller en secondaire. Cela n'empêche pas que les écoles travaillent énormément d'autres compétences tout au long de l'année... C'est la même chose pour le CE1D, ce n'est pas un concours pour sélectionner les meilleurs élèves, le but est d'évaluer si les compétences minimales sont acquises pour poursuivre le cursus.

**Dans le Pacte d'excellence, on réfléchit à la manière d'évaluer les élèves. Il faut arrêter de se focaliser sur les examens et les points?**

L'objectif est de faire évoluer cette culture de

l'évaluation vers plus d'évaluation formative. L'évaluation formative donnera à l'élève une indication sur ce qu'il a acquis, et là où il y a un problème. Mais elle ne sanctionne pas.

**On a encore trop la culture du chiffre?**

C'est comme cela depuis longtemps. Et c'est aussi à nous, parents, de regarder le travail de la journée de notre enfant, et pas seulement son bulletin et ses points. Les mentalités doivent évoluer partout, chez les parents, les profs et aussi les élèves.

**Évaluer, et dire en même temps à l'élève que «ça ne compte pas vraiment», ce n'est pas dangereux?**

Il faut évidemment garder en tête que l'élève a parfois besoin d'entendre «est-ce que ça compte ou pas». Je reste convaincue que c'est important de pouvoir certifier les acquis. Il faut garder des examens avec des points. Mais il faut aussi travailler sur le rythme des évaluations. Il faut le faire plus régulièrement, et pas seulement durant les grosses périodes de décembre et juin. Ces examens sont générateurs de beaucoup de stress, et de démotivation. Les jeunes ne travaillent que quand il y a des examens. En

ayant des évaluations plus importantes, même formatives, plus régulièrement, on redonnera du sens aux apprentissages.

**On parle de limiter fortement le redoublement. Certains parents crient au nivellement par le bas, les jeunes disent ouvertement «chouette, plus besoin de travailler». On ne va pas droit dans le mur?**

Il n'est pas écrit dans le Pacte, comme certains le disent, qu'on va interdire le redoublement. Mais soyons clairs, le redoublement ne peut pas être un objectif. En Flandre, on redouble deux fois moins que chez nous, et le niveau des élèves est au-dessus du nôtre. Il faut pourvoir entendre, chez les parents et les enfants, qu'on peut élever le niveau tout en limitant le redoublement. Et ça ne veut pas dire nivellement par le bas.

**Comment éviter ce redoublement?**

En faisant évoluer les pratiques pédagogiques, en faisant de la remédiation précoce. Qu'est-ce que cela veut dire? Si on veut faire de la remédiation, il faut le faire avant l'échec, pas après... La remédiation doit intervenir après l'évaluation formative, qui identifie les lacunes sans «sanctionner», mais avant d'avoir le test qui certifie que l'élève a acquis la matière.

Il y a déjà les écoles qui le font. On n'arrive pas avec quelque chose qui n'existe pas, mais il faut l'amplifier, et donner les outils aux enseignants pour le faire. Il faut aussi inciter les enseignants à travailler de manière plus collaborative. Là aussi il existe des projets pilotes.

**Tout cela, ça nécessite de renforcer la formation des enseignants. Et là, PS et cdH ne sont pas tout à fait d'accord... Cinq ans, comme le suggère votre collègue Jean-Claude Marcourt, c'est vraiment trop?**

Il faut d'abord décider de ce que l'on va mettre dans la formation avant de voir sur combien de temps la faire. Tout le monde

est d'accord pour dire qu'il faut renforcer la formation. Il faut s'adapter à la nécessité de remédiation, à la transition numérique. Il faut aussi s'adapter aux évolutions sociologiques, il faut outiller les enseignants sur la question du harcèlement, des réseaux sociaux. On doit aussi davantage soutenir le moment de l'entrée dans le métier.

**Ca fait quand même beaucoup de choses à intégrer. Alors quoi, 4 ans ou 5 ans?**

Je ne suis pas fermée à un modèle ou un autre. Mais l'accord de gouvernement dit qu'on va d'abord renforcer en quatre ans. Et sur base de cela, je pense qu'il faut d'abord renforcer au niveau des contenus, pas tellement des stages. Il y en a déjà pas mal, il en

faut à tous les moments du cursus, mais il faut aussi renforcer les savoirs disciplinaires pour répondre aux défis.

Dans les recommandations du groupe d'experts, il y a la question des années, mais aussi beaucoup d'autres recommandations très intéressantes, comme le fait d'avoir des filières de formation qui se recouvrent, entre instituteurs et régents par exemple, ce qui permettra que sur le terrain, il y ait plus de recouvrement aussi, entre fin du primaire et début du secondaire par exemple.

**Tout le monde sera formé à l'université?**

C'est en discussion, il faut ouvrir le champ des possibles. Jean-Claude Marcourt viendra avec une note, on l'étudiera. On veut être constructif. Mais il faut rappeler qu'il y a un cadre budgétaire. Je ne veux pas entrer dans la guerre des chiffres, certains parlent d'un coût de 500 millions, d'autres de 800 millions. Ce sont de toute façon des sommes extrêmement importantes, et tout ne sera pas possible d'office, il faudra faire des choix.

**Un autre point du pacte a aussi provoqué une levée de bouclier chez les parents: les rythmes scolaires, et en particulier l'ajout de deux semaines de vacances. Vous soutenez cette option?**

Les médias ont écrit cela en effet. Mais ce que l'on n'a pas dit, c'est que le groupe central du Pacte, dans son avis, s'est dit conscient que cette mesure est celle qui a le plus d'impact sur le quotidien des familles et des enseignants. Il sait qu'en termes de faisabilité, c'est là-dessus que ce sera le plus compliqué. Et il a dit clairement qu'il y aurait une étude de faisabilité approfondie des rythmes scolaires qui serait faite.

**Certains éléments du Pacte seront abandonnés?**

Il pourrait y avoir des choses qui seront abandonnées, je ne peux pas préjuger. Les points seront priorisés, mis par paquets à court, moyen et long terme. Il y aura un phasage très clair. Il faudra aussi faire des paquets de mesures cohérents. Si, à un moment donné, on se rend compte qu'une mesure n'a pas de plus-value, elle sera éliminée. C'est pour cela que des analyses d'impact, prenant en compte l'équité, l'efficacité et le coût sont faites. Mais attention, ce ne sont que des aides à la décision, il y a toujours le facteur humain qui entre en compte, ainsi que

l'avis du gouvernement et du parlement.

**Vu le manque de moyens, vous ne craignez pas un Pacte au rabais?**

Tout est une question d'équilibre. À un moment donné, le Pacte va générer de la valeur. En phasant les choses correcte-

ment on arrivera à voir où investir sans exploser les budgets. Tout le monde en est conscient, syndicats, PO... En optimisant les choses, on pourra retrouver des marges aussi. Il y a beaucoup plus d'effets retours que celui du redoublement. Je ne peux pas faire la liste, ce serait déjà fixer les priori-

tés. Tout sera plus clair à la rentrée.

**Le Segec a chiffré à 1,4 milliard le coût du Pacte...**

Je lui laisse la responsabilité, mais il n'a chiffré que les dépenses...

### **LES PHRASES CLÉS**

*«En matière de fuites aux examens, le risque zéro n'existe pas. Mais on a prévu des épreuves bis.»*

*«C'est aussi à nous, parents, de regarder le travail de la journée de notre enfant, et pas seulement son bulletin et ses points.»*

*«L'accord de gouvernement dit qu'on va d'abord renforcer la formation des profs en quatre ans. Et sur base de cela, je pense qu'il faut d'abord renforcer au niveau des contenus.»*